Loi casseurs-payeurs : loi du soupçon généralisé ! Loi antidémocratique par excellence

D'un Margueritte, l'autre… : au paroxysme du fantasme sécuritaire !

Lettre ouverte à M. Margueritte, Sénateur de la Manche

Monsieur le Sénateur,

Après nous être adressés à madame Margueritte, maire de Cherbourg en Cotentin, à propos des orientations foncièrement droitières et libérales du programme municipal et des premières mesures relevant davantage du fantasme sécuritaire qu'à un réel besoin de renforcement de l'action dans ce domaine, la France Insoumise de Cherbourg en Commun s'adresse désormais à vous en tant que co-rapporteur ou plutôt Président mandataire de la Loi dite casseurs-payeurs.

Constatons d'abord que vous n'avez guère fait preuve d'imagination législative en allant exhumer des poubelles de l'histoire sécuritaire de la droite pour la réactiver, une loi abrogée par la gauche en 1981.

Cette loi que vous considérez comme : « *Une réponse nécessaire, mais pas suffisante* », ne vise qu'à museler la contestation sociale en restreignant le droit de manifester. Particulièrement dangereuse car réductrice des libertés publiques, elle vient s'empiler sur un arsenal législatif déjà particulièrement fourni en matière d'atteintes à la libertés d''expression.

Alors qu'en France, le droit pénal consacre le principe d'individualisation des sanctions prononcées par le juge dans le cadre de la loi, lorsque vous voulez rendre responsables sans aucun discernement d'éventuelles exactions lors de manifestations l'ensemble des manifestants, vous contrevenez à un principe cardinal du droit français.

Cette loi censée répondre à un imaginaire « besoin d'ordre » n'empêchera pas la jeunesse de se révolter et au contraire vous continuez à mettre de l'huile sur le feu et d'installer le désordre. Votre loi, qui pourra aussi priver les familles de droits sociaux, c'est la loi du soupçon généralisé « *vous paierez même sans avoir rien fait* », vous pourrez être condamné « *solidairement* » pour avoir participé à une manifestation. C'est une loi scélérate !

Votre loi ne poursuit d'autre objectif que d'instiller la peur, de faire taire et rendre muets les français par millions, lycéens, gilets jaunes, travailleurs, qui n'en peuvent plus de subir la politique antisociale du gouvernement et souhaitent le faire savoir pacifiquement au gouvernement en réclamant le juste dû de leur travail.

Ainsi, votre loi de « fabrication de coupables » sans fondement, comble de satisfaction le Rassemblement National qui n'en espérait pas tant et se frotte les mains, lorsque de la sorte, vous lui « *servez la soupe* ». Mais il est vrai que nous ne sommes probablement pas loin de la fusion des droites extrêmes !

Or vous êtes les premiers responsables de la casse sociale généralisée ! La destruction des services publics c'est vous ! L'insécurité c'est vous ! La misère sociale c'est vous ! Le chômage c'est vous ! Vous accompagnez depuis dix ans, la politique de casse sociale d'E. Macron sans sourciller ni vous priver de renchérir, avec les effets néfastes et dramatiques sur la vie des gens.

De la sorte, vous voici incapables de surmonter et résoudre la contradiction majeure de cette politique qui consiste à distribuer toujours plus de milliards en cadeaux et exonérations fiscales

aux entreprises (211 milliards selon une étude du Sénat) de hisser la France au 1er rang du versement de dividendes en Europe

Vous n'avez piteusement trouvé d'autre recours de de déverser des torrents d'injures et d'invectives pour désigner la France Insoumise responsable de tous les maux qui affectent la France, y compris les violences, ce qui est un mensonge absolu. La France Insoumise n'a rien à voir avec les casseurs et les scènes de pillage des magasins.

C'est l'occasion de préciser que pas davantage que pour LFI cette violence ne peut être imputée aux manifestations pacifiques des lycéens, des étudiants et leur jonction avec celles des travailleurs, retraités, chômeurs... contre la vie chère.

Votre diversion législative exprime votre sentiment de peur. Alors que six mois à peine nous séparent de l'élection présidentielle voici la jeunesse qui se révolte pacifiquement contre la condition sociale qui lui est faite, fait valoir son aspiration pour un autre choix de société et entraine avec elle de larges couches sociales de notre pays.

Pour prendre le contrepied d'une situation socialement très délétère, vous affichez votre mépris habituel des aspirations populaires ! Vous parlez d'insurrection, d'émeutes, de délinquance, de « *retour à l'ordre* » pour susciter un sentiment de peur chez les français.

Quand vous parlez de violence et de délinquance vous désignez toujours les mêmes, omettant soigneusement de parler de la violence et de la délinquance industrielle, par exemple celle des empoisonneurs de l'amiante qui a provoqué plus de 100 000 morts et qui à ce jour n'a jamais encore fait l'objet d'un procès pénal...

Le 17 octobre l'Etat n'a pas protégé son peuple et a joué le pourrissement des manifestations en laissant agir sans contrainte les casseurs. Le Ministre de l'intérieur a reconnu lui-même que ses services de sécurité n'ont pas été à la hauteur. L'Etat est responsable et doit indemniser les dégâts de ceux qui ont été impactés par les pillages ainsi que les destructions publiques ce n'est pas aux citoyens de payer ni par le biais des assurances par l'augmentation des cotisations, ni les collectivités.

Nous réaffirmons notre soutien aux manifestations pacifique des lycéens, des gilets jaunes, et des travailleurs, pour faire valoir leurs droits, dans l'exigence du respect de justice et de dignité sociale.

Cherbourg en Cotentin

30 octobre 2026

Groupe d'Action La France Insoumise Cherbourg en Commun